

Vienne : ils signent pour davantage de sécurité dans les logements sociaux

Quatorze partenaires ont apposé leur signature au bas d'une convention devant améliorer la sécurité dans les logements sociaux de Poitiers et Châtellerauld.

Chapô

Les émeutes après la mort de Nahel ont remis le projecteur sur les quartiers qui ont subi de nombreuses dégradations. Sur les bâtiments publics, dans les commerces. Mais bien souvent, c'est au bas des immeubles que les premières incivilités surgissent.

C'est pour agir dès le départ que l'État, les bailleurs sociaux et les agglomérations de Poitiers et Châtellerauld ont signé lundi 10 juillet 2023 une convention pour la sécurité. « C'est inédit », se réjouit Anaïs Guignard, directrice territoriale de l' Union régionale HLM en Nouvelle-Aquitaine car, s'il en existe dans d'autres départements de la région, c'est la seule à réunir l'ensemble des acteurs de la chaîne de la sécurité.

« Sans sécurité, il n'y a pas de projet de société ni de progrès possible »

Dans la Vienne, les cinq bailleurs sociaux (1) ont acté des procédures qui existent déjà dans la réalité. « Il s'agit avant tout d'assurer un continuum de la sécurité en améliorant la circulation de l'information, explique Jean-Marie Girier, préfet de la Vienne. Sans sécurité, il n'y a pas de projet de société ni de progrès possible. »

Dans le concret, chacun des bailleurs sociaux doit faciliter le recueil et la transmission des incivilités qui pourraient être constatées dans les bâtiments dont ils ont la gestion, soit 25.600 logements dans tout le département (2). Pour cela, ils auront différents outils à leur disposition : des réunions collectives d'informations locales, la désignation d'un référent coordinateur pour assurer la transmission d'informations, un outil de suivi des événements relevés par les bailleurs, une réquisition permanente pour permettre aux forces de l'ordre d'intervenir facilement dans les halls d'immeubles, appuyer les actions de prévention.

Chacun souligne déjà la qualité du travail fait. « La participation de l'ensemble des parties est un gage de réussite », salue Amir Mishrih, adjoint à la sécurité de Poitiers, « une nouvelle brique de collaboration » souligne Élisabeth Naveau-Diop, adjointe au logement et à la lutte contre l'habitat insalubre, « un échange essentiel pour ga-

rantir la tranquillité » ajoute Jean-Pierre Abelin, maire de Châtellerauld et président de Grand Châtellerauld.

« On salit, on nettoie, on casse, on répare »

La convention sera mobilisée à plusieurs niveaux : contre la délinquance naturellement mais aussi lors de problèmes liés au bail, lorsqu'un locataire ne respecte pas le contrat, et lors du prononcé des peines, certaines pouvant s'effectuer directement sur les lieux des méfaits grâce à des travaux d'intérêt général. « On salit, on nettoie, on casse, on répare », résume Cyril Lacombe, le procureur de Poitiers.

Dans ce cadre, les actions de médiations pourront être accentuées et le retour des gardiens d'immeuble renforcé. « Grâce à eux, on remet du lien entre les locataires et le personnel », analyse Frédéric Delacroix, directeur de la Sem habitat. « Il y a une nécessité de rassurer les locataires, de montrer que les choses avancent », glissent d'autres intervenants. « Ce qu'apporte la convention, résume Élisabeth Naveau-Diop, c'est d'institutionnaliser une communication qui existe déjà et qui continuera même après le départ des acteurs actuels. »

(1) Ekidom, Sem habitat, Habitat de la Vienne, ICF habitat, 3F immobilière Atlantic aménagement.

(2) 16.500 pour Grand Poitiers, 4.800 pour Grand Châtellerauld.



https://images.lanouvellerepublique.fr/image/upload/t_1020w/64ac31e71a237e85148b4569.jpg

Derrière les dégâts, bien des incivilités commencent dans les logements sociaux. © (Photo NR-CP, Mathieu Herduin)

